

Sexisme et violences

La honte change de camp (p. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

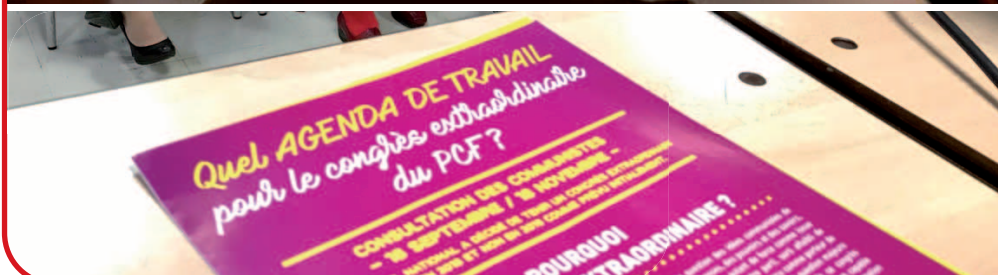
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalié - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing - Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecteur: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Consultation des communistes



Les animatrices et animateurs du Parti sont pleinement engagé.e.s pour que chaque communiste donne son avis à l'aide du questionnaire permettant de réfléchir collectivement sur ce à quoi le prochain congrès doit travailler.



SERVEZ-VOUS

LETTRE DES RELATIONS INTERNATIONALES - SPECIAL MIGRANTS - OCTOBRE 2017

MIGRANTS

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

QUE LA FRANCE ET L'UE RESPECTENT LES DROITS FONDAMENTAUX DES MIGRANTS

Ensemble, le président Emmanuel Macron, les députés de la gauche et de la droite, les citoyens de France et de l'étranger, les réfugiés, les migrants, les personnes déplacées, les réfugiés politiques, les réfugiés économiques, les réfugiés climatiques, les réfugiés de guerre, les réfugiés de violence, les réfugiés de persécution, les réfugiés de peur, les réfugiés de tristesse, les réfugiés de douleur, les réfugiés de désespoir, les réfugiés de honte, les réfugiés de humiliation, les réfugiés de mort, les réfugiés de vie.

Le président Emmanuel Macron, les députés de la gauche et de la droite, les citoyens de France et de l'étranger, les réfugiés, les migrants, les personnes déplacées, les réfugiés politiques, les réfugiés économiques, les réfugiés climatiques, les réfugiés de guerre, les réfugiés de violence, les réfugiés de persécution, les réfugiés de peur, les réfugiés de tristesse, les réfugiés de douleur, les réfugiés de désespoir, les réfugiés de honte, les réfugiés de humiliation, les réfugiés de mort, les réfugiés de vie.

Le président Emmanuel Macron, les députés de la gauche et de la droite, les citoyens de France et de l'étranger, les réfugiés, les migrants, les personnes déplacées, les réfugiés politiques, les réfugiés économiques, les réfugiés climatiques, les réfugiés de guerre, les réfugiés de violence, les réfugiés de persécution, les réfugiés de peur, les réfugiés de tristesse, les réfugiés de douleur, les réfugiés de désespoir, les réfugiés de honte, les réfugiés de humiliation, les réfugiés de mort, les réfugiés de vie.

Le président Emmanuel Macron, les députés de la gauche et de la droite, les citoyens de France et de l'étranger, les réfugiés, les migrants, les personnes déplacées, les réfugiés politiques, les réfugiés économiques, les réfugiés climatiques, les réfugiés de guerre, les réfugiés de violence, les réfugiés de persécution, les réfugiés de peur, les réfugiés de tristesse, les réfugiés de douleur, les réfugiés de désespoir, les réfugiés de honte, les réfugiés de humiliation, les réfugiés de mort, les réfugiés de vie.

Lettre des relations internationales Spécial Migrants, n°3. Sur Internet <http://international.pcf.fr/102551>

LA LETTRE DES DÉPUTÉ·E·S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS BUDGET 2018

AU BONHEUR DES RICHES!

Un autre budget est possible

Le président de la République et son gouvernement ont choisi de voter plus de 20 milliards d'euros de cadeaux aux riches.

Cette année nous ne lâcherons pas l'argent facile. L'argent facile est le plus dangereux pour nos libertés. C'est pourquoi nous proposons un budget qui met fin à la redistribution de l'argent facile aux riches. Nous proposons un budget qui met fin à la redistribution de l'argent facile aux riches. Nous proposons un budget qui met fin à la redistribution de l'argent facile aux riches.

Un autre budget est possible

Le président de la République et son gouvernement ont choisi de voter plus de 20 milliards d'euros de cadeaux aux riches.

Cette année nous ne lâcherons pas l'argent facile. L'argent facile est le plus dangereux pour nos libertés. C'est pourquoi nous proposons un budget qui met fin à la redistribution de l'argent facile aux riches. Nous proposons un budget qui met fin à la redistribution de l'argent facile aux riches. Nous proposons un budget qui met fin à la redistribution de l'argent facile aux riches.

Lettre des député.e.s communistes et républicains. Spécial budget 2018.

LIBERTÉ POUR SALAH HAMOURI

MILITANT FRANCO-PALESTINIEN

FREEDOM FOR SALAH HAMOURI

PALESTINIAN-FRENCH ACTIVIST

SAMIDOUN.NET

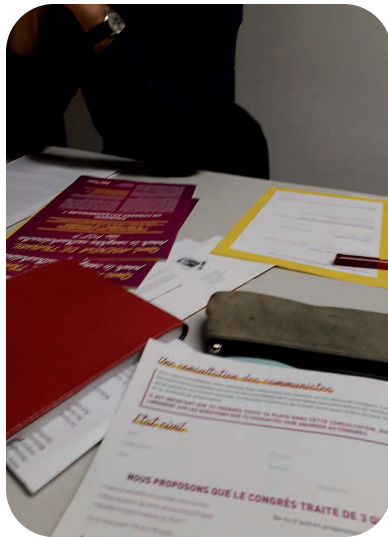
VIE DU PARTI

Questionnaire Démarche collective et réponses individuelles

Les animatrices et animateurs du Parti sont pleinement engagé-e-s pour que chaque communiste donne son avis à l'aide du questionnaire permettant de réfléchir collectivement sur ce à quoi le prochain congrès doit travailler. Ça n'est pas si facile à mettre en œuvre dans des départements parfois très ruraux comme les nôtres, avec des adhérent-e-s dispersé-e-s. Dans toute la région se multiplient les réunions au cours desquelles on discute le fameux questionnaire. Ensuite chacune, chacun remplit le sien si cela n'a pas été encore fait.

Les communistes ne veulent pas préparer leur congrès comme ils l'ont fait pour les précédents. De ce fait ils, elles sont intéressé-e-s à l'idée de procéder autrement. Toutes et tous sont troublé-e-s, face à une démarche collective visant des décisions communes mais qui s'appuie sur le fait d'y répondre individuellement. Pris de vertige lorsqu'ils réalisent la portée des questions qu'ils envisagent de mettre ou remettre en chantier. Pris de doutes quant à leur capacité de les creuser collectivement et d'y apporter réponses. Ils sont d'autant plus attentifs que leur point de vue va conduire aux choix qui seront retenus. Il ne leur est pas demandé un avis consultatif, mais un avis décisionnel.

Dans une de ces réunions, un camarade souligne que nous sommes un parti extraordinaire par son fonctionnement démocratique, par l'exigence qu'il a envers ses adhérent-e-s, par l'effort intellec-



turel auquel il les pousse. Dans une autre, un camarade explique qu'il n'arrive pas à remplir le questionnaire, les questions sont compliquées, alambiquées, contradictoires. Dans une autre, une camarade témoigne de son embarras au moment de remplir le sien. Mais finalement elle a trouvé un grand intérêt à s'obliger à répondre aux questionnaires qui ne sont pas formulés comme nous en avons l'habitude, qui nous impose de nous mettre dans l'inconfort. En effet, pour aboutir à un congrès extraordinaire nous devons accepter, nous forcer à nous poser les questions dérangeantes, formulées différemment de ce à quoi nous sommes accoutumés. Nous ne pouvons viser à

nous révolutionner sans produire cet acte initial.

La consultation en cours motive les communistes et confirme qu'ils, elles sont disponibles pour se mettre en question, pour bouleverser leurs pratiques et leurs manières d'agir. Elles, ils s'y risquent d'autant plus que leurs convictions sont fortes et leur permettent de se confronter, avec lucidité, aux défis qu'ils ont à relever.

Il reste une quinzaine de jours pour répondre au questionnaire afin qu'il puisse être pris en compte lors de l'assemblée du samedi 18 novembre qui réunira les représentant-e-s de toutes les sections avec les membres du Conseil national, les secrétaires départementaux et les parlementaires. Outre les sujets auxquels la préparation du congrès doit être consacrée, elle fixera le processus permettant d'y travailler. Il serait bon que dans les prochaines réunions nous consacrons aussi nos échanges à inventer la méthode innovante pour ce processus. Par exemple, certain-e-s parlent de mener des expérimentations dès aujourd'hui pour en tirer enseignements au moment du congrès. Précisons lesquelles.★

Gilles Ravache,
membre du Conseil national
animateur Région Rhône-Alpes /
Auvergne

Vous pouvez remplir le questionnaire sur www.2017.pcf.fr ou sur papier dans votre section.



MARDI 31 OCTOBRE • 19 H - 21 H : TABLE-RONDE

Étatisme, socialisme et communisme
avec Andreï Gratchev

(politologue, ancien conseiller de Mikhaïl Gorbatchev)
Lydia Samarbakhsh (responsable des relations internationales du PCF)
Catherine Samary (économiste)

**10 jours qui ébranlèrent le monde: 1917 dans l'histoire
VENDREDI 27 OCTOBRE**

17 h 30 : conférence L'art et la politique
avec Sonia Masson (artiste, membre du Conseil national
et du collectif Culture du PCF), Marie-José Mondzain (philosophe)

19 h 30 : projection du film
**Lénine-Gorki, la révolution à contretemps
avant première**

(diffusé sur Arte quelques jours plus tard)
en présence du réalisateur Stann Neumann
et du producteur Paul Rozenberg

SAMEDI 28 OCTOBRE

11 h - 13 h : table-ronde 1
1917, année révolutionnaire

avec Marc Ferro (historien), André Loez (historien)
Nikolai Smirnov (directeur de l'institut d'histoire
de la filiale de Saint-Petersbourg de l'Académie des sciences de Russie)

14 h - 16 h : table-ronde 2

Les sources françaises du communisme
avec Éric Aunoble (historien), Frédéric Genevée (historien, responsable
des Archives du PCF), Claude Pennetier (historien)

16 h 30 - 18 h 30 : table-ronde 3

Lénine et les bolchéviques
avec Florian Gulli (philosophe), Patricia Latour (journaliste)
Jean-Jacques Marie (historien) Serge Wolikow (historien)

19 heures : projection
Ménage à trois (1927) de Abram Room

Logement

Se défendre et riposter

Pierre Laurent a rencontré en octobre des représentants de réseaux et d'associations qui militent dans le domaine du logement et de la solidarité. Il était accompagné d'Éliane Assassi, Ian Brossat, Annie David, Stéphane Peu. Il y avait des représentants de l'APEIS, Aurore, ATD Quart-Monde, CLCV, CNL, Emmaüs Solidarité, FAS, Fondation Abbé-Pierre, Secours populaire.

La rencontre a eu lieu sous forme conviviale et dans une atmosphère cordiale. La gravité des mesures adoptées par le gouvernement de Macron a été soulignée pour les millions de personnes déjà en situation de pauvreté et de précarité. La mesure la plus symbolique étant la baisse de 5 euros de l'APL. Un mouvement a été lancé contre cette mesure inique, au moment où les riches bénéficient de mesures fiscales favorables, que l'ISF est supprimée et alors que le gouvernement va ponctionner 3 milliards sur les plus pauvres !



Le débat a montré qu'à travers la mesure sur l'APL un plan plus grave se prépare en matière de logement, un changement de modèle qui casserait le modèle social français, un des plus avancés du monde.

Il a été aussi souligné que les mesures pour expulser les migrants allaient dans le même sens.

Ne pas répondre à l'urgence sociale est un projet politique, y répondre est une urgence politique.

Alors que ce gouvernement est directement issu de la finance, il est indispensable de se défendre et de riposter, et aussi de proposer et de construire des solutions qui s'attaquent à la finance, à la spéculation.

Il a donc été proposé d'organiser un colloque à l'Assemblée nationale sur le thème d'un *nouveau modèle social et économique pour le logement social de qualité et moins cher pour les locataires*, en associant à ce travail les associations, les élus, les organismes publics de l'habitat et les citoyens.★

François Auguste
Collectif grande pauvreté



Sexisme et violences

La honte change de camp

La parole se libère sur le harcèlement que subissent les femmes. Entretien avec la sénatrice communiste Laurence Cohen, responsable du secteur Égalité femmes-hommes



Communistes COMMENT ANALYSES-TU LE SEXISME AMBIANT ET L'AMPLEUR DES RÉACTIONS DES FEMMES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ?

LAURENCE COHEN : Depuis plusieurs jours, la honte a changé de camp. Des milliers de femmes de toutes origines, des quatre coins du globe témoignent des violences sexistes qu'elles ont subies. Le scandale Harvey Weinstein a levé un tabou sur le harcèlement sexuel, entraînant un phénomène sans précédent. Femmes célèbres ou anonymes, elles dénoncent, sur les réseaux sociaux, propos, gestes déplacés, harcèlement ou agression sexuelle, le plus souvent sans révéler l'identité de l'auteur. Avec #Balance ton porc, cette parole libérée exprime un ras-le-bol massif, un dégoût et une grande colère ; parallèlement, avec #Me Too, c'est l'expression de la solidarité entre les femmes, ciment de tout combat féministe. Déjà des contre-feux s'allument pour dénoncer cette campagne, la discréditer, mettre en doute la parole des femmes. Ce n'est pas nouveau et c'est justement pour cela que les femmes ont choisi les réseaux sociaux. Parce que, le plus souvent, elles ne trouvent pas l'écoute nécessaire, la prise en compte de leurs plaintes par les autorités compétentes quand on ne les culpabilise pas : ne l'avaient-elles pas cherché au fond ? (tenue vestimentaire, attitude, encouragement tacite...). Il me semble très important de souligner que les faits dénoncés sont pour la plupart très anciens, ce qui démontre, s'il en est encore besoin, combien les violences subies par une femme la traumatisent à jamais.

Communistes LES VIOLENCES FONT PARTIE INTÉGRANTE D'UN SYSTÈME DE DOMINATION, LE PATRIARCAT, ELLES SÉVISSENT DANS TOUS LES MILIEUX, DANS L'ESPACE PRIVÉ COMME DANS LES ESPACES PUBLICS (LA RUE, LES TRANSPORTS, LES INSTITUTIONS, LES ENTREPRISES).

L. C. : Cette année encore, nous manifesterons, avec les associations féministes, le 25 novembre, pour dénoncer les violences faites aux femmes et nous serons au rassemblement du 29 octobre avec #Me Too dans la vraie vie. 84 000 femmes, âgées de 18 à 75 ans, sont victimes de viols ou de tentatives de viols en France chaque année. Ça suffit !

Communistes QUELS COMMENTAIRES T'INSPIRENT LES PROPOSITIONS DE LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT MARLÈNE SCHIAPPA ?

L. C. : La secrétaire d'État promet en effet un projet de loi contre les violences sexuelles et sexistes. C'est une bonne nouvelle, mais à condition de ne pas

oublier une chose fondamentale, comme le lui a rappelé Pierre Laurent, c'est qu'il faut dégager des moyens humains et financiers pour éradiquer les violences faites aux femmes. Or, son budget est en baisse pour 2017 et les 30 millions promis pour 2018 encore loin du compte. Il est urgent de mener une politique d'information, de sensibilisation, de prévention et d'éducation, impulsée par un ministère des Droits des femmes doté d'un budget de 1 milliard d'euros.

Marlène Schiappa doit mettre à l'ordre du jour du Parlement, sans délai, la loi-cadre contre les violences faites aux femmes qui a été élaborée en lien avec le Collectif national pour les Droits des femmes (CNDF) et que nos deux groupes parlementaires ont déposée au Sénat et à l'Assemblée nationale. Jusqu'à présent, la secrétaire d'État n'a pas montré une réelle volonté de combattre ce fléau, puisqu'elle a décidé de raboter voire de supprimer les subventions aux associations qui luttent contre les violences faites aux femmes !

Je veux dénoncer aussi l'hypocrisie de ce gouvernement comme du précédent. La loi travail XXL et les ordonnances Macron vont renforcer le lien de subordination et donc fragiliser davantage les salarié-e-s, tandis que la loi El Khomri rendait déjà très difficile la saisine des prud'hommes ! Comment dénoncer le harcèlement et l'agression sexuelle dans ces conditions ?

Communistes QUELLES MESURES SONT MISES EN PLACE AU SEIN DU PCF POUR COMBATTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ?

L. C. : Nous combattons en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, ce qui passe par le respect de chacune et chacun, dans la société comme à l'intérieur de notre organisation. Notre parti se veut exemplaire du point de vue du comportement entre camarades. Il faut donc que des outils soient mis à disposition des adhérentes et des adhérents. La commission des conflits du PCF peut et doit être saisie, car c'est tolérance zéro pour tout acte de harcèlement ou d'agression sexuelle connu dans nos rangs. Nous travaillons, avec Hélène Bidard, à généraliser un livret pour prévenir le sexisme et les violences dans toute la société, en rappelant la loi, les droits de toute victime, en donnant les coordonnées d'associations spécialisées, en explicitant les démarches à effectuer, notamment le dépôt d'une plainte. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

PARTI PRIS

L'EUROPE DOIT CHANGER !

Appel pour un forum européen des forces progressistes

L'Union européenne est plongée dans une crise durable, une crise existentielle. Tous les peuples d'Europe, membres ou non de l'Union, souffrent des politiques d'austérité et de terribles inégalités. La paix et le climat sont menacés.

Nous en avons assez de cette Europe antisociale, autoritaire, cupide et égoïste. Et nous n'acceptons pas que la seule alternative soit la compétition entre les forces populistes, xénophobes et nationalistes d'extrême droite qui divisent les peuples européens, et les forces qui proposent un renforcement des politiques néolibérales austéritaires issues des traités. Cet engrenage prépare ou alimente une dérive autoritaire dans de nombreux pays de l'Union, avec comme seule perspective la guerre de tous contre tous. [...] ✪

Parmi les premiers signataires : Pierre Laurent, Suzan George, Eva Joly, Guillaume Balas, Pablo Bustinduy (Podemos), Pascal Cherki, Alberto Garçon (Izquierda unida), Gregor Gysi (président du Parti de la gauche européenne), Riexinger (Die Linke), Papadimoulis (Grèce) etc.

PLANÈTE

Venezuela

C'est le peuple qui a eu le dernier mot

Ce dimanche 15 octobre 2017, a eu lieu le 22^e scrutin -gouverneurs de régions - depuis que le Chavisme est arrivé au pouvoir, et le deuxième de l'année après celui de juillet pour l'Assemblée nationale constituante qui a mis fin à plusieurs mois de violences de rue organisées par l'opposition de droite et d'ultra droite. Cette élection des gouverneurs sera suivie par celle des municipales puis, en 2018, par l'élection présidentielle. C'est dans le cadre d'un vote sans violence que le PSUV, coalition du chavisme gagne 18 des 23 gouverneurs avec 54 % des voix au niveau national, dont des régions très importantes, comme celle de Miranda, un des principaux pôles économiques touchant Caracas qui était dirigé par Henrique Capriles, leader de l'opposition. Depuis, c'est quasiment le silence radio de la part des médias internationaux et une grande partie de certaines institutions politiques mondiales qui ne s'explique probablement pas pourquoi, dans une soi-disant dictature, des élections ont pu être acceptées par l'opposition, qui au bout ne gagnent que 5 gouverneurs (4 pour la MUD, coalition de droite et 1 pour l'extrême-droite instigatrice des violences de ces derniers mois).

Ces résultats sont d'autant plus marquants que ces élections ont eu lieu dans un contexte difficile, marqué il y a deux mois et demi encore par une insurrection armée dirigée par l'extrême droite qui cherchait à renverser le gouvernement.

Une tentative de déstabilisation qui s'est éteinte fin juillet, lorsque la population jusque-là restée en marge de ces violences s'est mobilisée pour élire une Assemblée constituante. Mise en difficulté, la droite s'est entre-déchirée avec d'un côté une partie radicale soutenant l'objectif de reprise du pouvoir hors des urnes et une autre acceptant de repasser par la voie électorale.

Pour tenter d'infléchir le scrutin en faveur de l'opposition, les manœuvres ont été sans limites.

Depuis des mois, la droite, le secteur privé (80 % de l'économie vénézuélienne) et les États-Unis ont sorti l'artillerie de la pression dans la guerre économique, avec l'organisation de la pénurie ayant pour conséquence l'envol des prix de certains de produits de première nécessité afin d'augmenter le mécontentement populaire. De plus, la désinformation, la manipulation et les tentatives d'ingérences par des menaces de sanctions sur le Venezuela aura été le lot commun des semaines précédant le scrutin. Et comme à son habitude, soucieuse de capter l'attention internationale, la droite a contesté les résultats, évoquant une « fraude » à laquelle le président Maduro a répondu en demandant un recomptage de 100 % des votes.

Un vote sous contrôle tout le long du processus.

Il est à noter que parmi les observateurs internationaux dont 50 experts électoraux, le colombien Guillermo Reyes, porte-parole du respecté Collège d'experts électoraux d'Amérique latine a rappelé que le système électronique du Venezuela est le plus moderne du continent. Plusieurs jours avant l'élection et le jour du scrutin, l'ensemble des partis de droite et de gauche ainsi que 70 accompagnants électoraux internationaux dont un élu du PCF¹ ont participé aux essais techniques et au suivi du vote, signant le rapport concluant à sa fiabilité. En 2012 déjà, le système électoral automatisé du Venezuela a été qualifié par le Centre Carter².

Un message fort sorti des urnes

Contrairement à l'idée véhiculée par certains médias du monde en-

tier, la droite vénézuélienne dispose de tous

les moyens pour s'exprimer : majorité des médias privés, et des réseaux sociaux lui sont largement favorable sur les plans local, régional, national et international. On comprend le silence des médias internationaux sur ce scrutin qui contredit, une fois de plus, « la dictature au Venezuela ». Les urnes ont répondu à ces « journalistes » qu'il ne faut jamais oublier l'existence d'un peuple, et encore moins sous-estimer sa conscience.

Le résultat du 15 octobre, avec près de 62 % de participation, envoie à la communauté internationale un message fort et clair : triomphe de la démocratie, de la révolution bolivarienne, tout comme celui de l'aspiration du peuple vénézuélien à la paix contre la guerre civile, à la souveraineté nationale contre l'ingérence extérieure et à la poursuite du processus de construction politique par les citoyens pour répondre aux nouveaux défis sociaux, économiques, environnementaux qui sont posés au pays et à cette région continentale. ✪

Laurent Péréa

responsable-adjoint des Relations internationales du PCF

1. Laurent Péréa, maire PCF, était accompagnateur électoral.
2. La Fondation Carter est une fondation créée en 1982 par le président des États-Unis et prix Nobel de la paix Jimmy Carter, dont le but proclamé est la résolution pacifique des conflits, l'observation des élections, la défense et l'avancée des Droits de l'homme, la protection de l'environnement, l'aide au développement, ainsi que la réduction des souffrances humaines.



Construire du débat citoyen sur les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux sont de nature ambivalente. Ils sont des lieux de démocratie directe, de construction de débats, de libération de la parole pour celles et ceux qui ne la prennent jamais, d'échanges d'idées et de délibération, d'informations. Ils sont aussi des espaces de construction de contre-pouvoir face aux dysfonctionnements de la société et de ses institutions, ainsi le hashtag #Balanconporc, en visant l'e-réputation d'auteurs de violences aux femmes, de harcèlements, d'attouchements et de viols, a permis de porter un coup contre l'omerta et la quasi-impunité qui couvrent ces actes.

Mais, en raison des sentiments de désinhibition, d'invulnérabilité et d'hubris qu'ils génèrent, de l'illusion qu'ils donnent de pouvoir s'adresser au monde entier en toute liberté et irresponsabilité, les réseaux sociaux sont aussi l'endroit où prospèrent la désinformation, la rumeur, une brutalisation inouïe du débat, la haine, le harcèlement et le lynchage en meute.

Sous l'illusion d'égalité entre chaque internaute qui ferait « que de là où on parle » n'aurait plus d'importance¹, de la fin des hiérarchies, se cache l'inégalité entre ceux qui ont le temps pour saturer le net de leur prose et les autres, et la suprématie acquise par les pervers narcissiques et les imposteurs au sens de Roland Gori, en exploitant nos biais cognitifs. Cette suprématie est illusoire, car sur les réseaux sociaux on n'est souvent vu que par ceux qui sont déjà d'accord avec soi. C'est le syndrome de la bulle de confirmation.

Les réseaux sociaux conjuguent de manière contradictoire la volonté de protéger et de soigner son e-réputation comme son bien le plus précieux, et une recherche du buzz à tout prix et par tous les moyens : agressivité, brutalité, insultes, menaces de mort, vulgarités, provocations. Plus on tient des propos agressifs et simplificateurs, plus on est considéré comme crédible auprès de sa communauté virtuelle. À la transgression succède la volonté de nuire, de faire taire un individu en le disqualifiant. Les pratiques de harcèlement engendrent un cercle vicieux où ceux qui en sont victimes les reproduisent à leur tour.

L'échange devient une suite de monologue où humour, 2^e degré, tendresse et fraternité sont bannis. On est dans le combat virtuel à mort où la capture d'écran d'une faute, d'une erreur ou d'une maladresse de l'ennemi est un moyen de le marquer au fer rouge à vie. La googlisation de son nom fera toujours remonter le tweet, le post, la photo « compromettante ». La règle est la loi du talion conjuguant aux logiques grégaires et claniques.

Comme sur les réseaux sociaux règne la confusion entre vie publique, vie privée, vie professionnelle, toute atteinte à l'e-réputation peut entraîner des conséquences désastreuses sur la vie réelle : licenciement, discrimination à l'embauche, mort sociale, dépression, suicide.

La fachoosphère, de par son ADN², est à la pointe du côté obscur des réseaux sociaux, mais il faut constater que ces pratiques se généralisent à toute la société. Elles participent d'une fragmentation d'une société où tout ce qui nous divise devient plus fort que ce qui nous unit.

À l'image de la théorie du chaos où un battement d'aile d'un papillon peut engendrer un cyclone, un simple post ou tweet peut déclencher un emballement viral où on passe de la réprobation argumentée, à l'insulte, à l'atteinte à la vie privée, à la sanction professionnelle, et aux menaces de mort...

Alors que faire ?

Un travail de formation et d'éducation au fonctionnement et aux usages des réseaux sociaux s'impose dans toute la société, donc y compris au PCF. Nos stages de formation de la section au national devraient inclure un module « réseaux sociaux » dans leurs aspects théoriques et pratiques.

Ce travail concerne toutes les générations, natifs du digital compris. L'usage régulier d'un outil n'implique ni sa maîtrise,



"Sur l'Internet, personne ne sait que tu es un chien" - dessin de Peter Steiner pour le New Yorker. (c) The New Yorker/P. Steiner 1993.

ni la compréhension de son fonctionnement. Les réseaux sociaux sont des outils puissants qui peuvent, faute de maîtrise, conduire au pire contre les autres et contre soi. Il faut apprendre à s'en protéger, à en surmonter l'effet addictif, et à évaluer les interactions entre la place publique numérique et physique.

Être explicite sur « de là où on parle » peut éviter des collisions dommageables entre activité militante publique, expression d'élue, vie privée, activité professionnelle. Il est aussi nécessaire d'adopter le même comportement social sur les réseaux que dans le monde physique, en évitant d'écrire des choses ou d'employer un ton que l'on n'assumerait pas sur la place publique physique.

La bataille d'idées sur les réseaux sociaux ne se gagne pas qu'à coups de réaffirmation de son appartenance politique en investissant les espaces de discussion comme une armée occupe un champ de bataille. Car les citoyens entretenant un « lien faible » avec le débat politique – soit 98 % des électeurs – fuient les fils de polémiques, les publications purement politiques où seul compte le commentaire politique de l'actualité. Il est de fait plus efficace d'être dans la contribution à des projets collectifs alternatifs, ce qui génère des dynamiques d'échanges sur le registre de l'argumentation plutôt que celui de l'agressivité, ainsi l'enjeu final devient supérieur aux postures et aux oppositions de principe.

Trop souvent la liste de nos contacts sur les réseaux sociaux se limite à nos seuls cercles militants. Or, pour gagner des consciences, mettre en débat notre vision du monde, nos valeurs, faire des adhésions, assurer une hégémonie culturelle de nos idées, il vaut mieux par exemple avoir beaucoup d'amis Facebook n'ayant que 5, 6, 7 amis en commun, que d'être l'ami d'amis ayant 300, 400, 500 amis en commun avec soi. Lorsque l'organisation en cellule du Parti fonctionnait avec ses ramifications fines de proximité avec la société telle qu'elle était alors, nous étions sur un schéma similaire de capillarité.

C'est pourquoi, sur les réseaux sociaux comme dans le monde physique, il existe un devoir de sortir de l'entre-soi, et de faire de la politique en étant là où il faut, au moment où il faut, et avec celles et ceux qu'il faut. C'est probablement un chantier à part entière pour notre congrès demandant du travail, de l'organisation, des moyens, et de sortir à la fois de nos schémas de pensées traditionnelles et de ceux imposés par les classes dominantes. ❖

Yann Le Pollotec
membre du Comité exécutif national

Circulez, y a rien à voir

Il s'appelait Alain Gérard. C'était un militant du PCF de longue date, depuis la JC. Selon ses amis, il avait été de tous les combats, de toutes les réunions, manifestations, collages, distributions, Fêtes de l'Huma. Toujours dispo. Toujours prêt. Alain Gérard était ouvrier, dans un Monoprix, au Raincy, depuis 34 ans. Et toujours au SMIC. Ces dernières années, il fatiguait. Il y avait trop de pression sur son travail. Il était en attente d'un RDV à la Médecine du travail qui n'est pas venu. Le 5 octobre, il s'est suicidé sur son lieu de travail. Selon une information du Bondy Blog, confirmée par France Bleue et le journal *Le Monde*, il s'est défenestré. La direction n'a même pas fermé le magasin pour la journée. Selon Bondy Blog, consigne a été donnée aux employés de « garder le secret » !

« À la question de savoir pourquoi un salarié se donne la mort sur le lieu de travail, note *Le Monde*, plusieurs employés du Monoprix font référence à des conditions matérielles de travail difficiles, à des arrêts maladie fréquents ou à des abandons de poste. »

Les amis d'Alain ont aussitôt manifesté leur solidarité à la famille. Mais côté patron, la seule morale, ce fut : circulez, y a rien à voir. ❖

Gérard Streiff

Libérez Salah Hamouri

#LibérezSalah

Avocat franco-palestinien,
détenu en Israël depuis le 23.08.2017

LibertePalestine.fr

f /FreeSalahHamouri

@LibérezSalah

LIBERTÉ
POUR SALAH
HAMOURI !

Depuis le 23 août dernier, un Français est emprisonné à l'étranger sans motif. Il a été arrêté par les autorités israéliennes, issu d'une famille franco-palestinienne, ayant toujours vécu à Jérusalem, il croulait en prison alors qu'il devait recevoir ce jour d'août son diplôme d'avocat. Le 18 septembre, il est condamné à six mois d'enfermement. Notre concitoyen fait l'objet d'un acharnement intolérable, lui qui a déjà purgé sept ans de prison de 2005 à 2011 pour de fausses accusations de tentatives de meurtre. Comme beaucoup de jeunes Palestiniens, il est la cible des autorités israéliennes qui veulent mettre au pas les jeunes générations. Depuis 2011, il a reçu des interdictions de déplacement dans les territoires palestiniens, sa femme et son enfant sont interdits de séjour en Palestine, preuve de l'acharnement des autorités israéliennes. Pourtant, Salah n'aspire qu'à vivre en paix, auprès de ses proches et avec son peuple, libre et indépendant. Il a suivi une formation d'avocat pour pouvoir venir en aide aux milliers de

prisonniers politiques palestiniens, enfermés parce qu'ils luttent contre l'occupation. 40% de la population palestinienne a déjà subi l'emprisonnement. Depuis sa sortie de prison, Salah venait souvent en France pour faire connaître leur situation. Ce système est d'autant plus violent que beaucoup sont enfermés, comme Salah, sous le régime de la détention administrative : une procédure qui permet d'enfermer quelqu'un sans motif ni jugement (peine renouvelable qui plus est) sur la seule décision des autorités israéliennes. Ce que vit Salah Hamouri, c'est la brutalité et l'arbitraire d'un système colonial insupportable. A ce jour il y a 6 279 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes, dont 465 en détention administrative.

Tract à télécharger sur www.pcf.fr

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

1. « On the internet, nobody knows you are a dog » : sur Internet, personne ne sait que tu es un chien, dessin paru en 1993 dans le New Yorker : <http://bibleaker.blogspot.fr/2013/11/on-internet-nobody-knows-youre-dog.html>
2. On se souviendra entre autres de Roger Salengro, ministre du Front populaire, poussé au suicide par la presse d'extrême droite.